

CONTRATS CONCLUS EN APPLICATION DE L'ARTICLE L954-3 DU CODE DE L'EDUCATION : BENEFICIAIRES, REGIME JURIDIQUE ET MODALITES DE GESTION

Référence : L'article L 954-3 du code de l'éducation permet aux établissements d'enseignement supérieur de recruter, en contrat à durée déterminée ou indéterminée, des personnels pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche, après avis du comité de sélection prévu à l'article [L. 952-6-1](#).

Sur le fondement de l'article L954-3 du code de l'éducation, et uniquement dans le cadre de contrats à durée déterminée, l'Université Lumière Lyon 2 pourra recruter :

- Des doctorant.es qui effectuent des travaux de recherche dont la durée d'activité ne correspond pas à celle des contrats doctoraux régis par le décret N°2009-464 modifié ;
- Des post-doctorant.es pour effectuer des travaux de recherche ;
- Des chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es en difficulté, du fait des restrictions des libertés académiques, voire dont la vie est menacée, qui s'inscrivent dans le Programme d'Aide à l'accueil en Urgence des Scientifiques en Exil (PAUSE) ;
- Des doctorant.es, chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es étranger.es que l'établissement souhaite attirer au titre de « Fellows » du fait de l'intérêt de leurs travaux (dispositif « Fellowship » IDEX Lyon, bourses individuelles Marie-Sklodowska Curie, etc).

1. Organisation du recrutement

Identification du besoin et publication du poste.

Dès lors qu'un besoin est identifié, l'offre de poste doit faire l'objet d'une procédure de validation et d'une publication de l'offre sur le site internet de l'Université et/ou de l'unité de recherche et/ou sur tout autre site spécialisé (EURAXESS ...).

Cette diffusion permettra de recueillir les candidatures selon un calendrier défini préalablement assorti de délais raisonnables pour permettre la visibilité de l'offre et la collecte des profils dans les meilleures conditions

Sélection des candidat.es

Principe :

Il est institué un comité de sélection (COS), composé a minima par le/la directeur/trice du laboratoire ou sa/son représentant.e, et, un.e représentant.e enseignant.e-chercheur.e désigné.e par le/la coordinateur/trice GEI de la section CNU concernée. Son rôle est de procéder à l'étude des candidatures reçues. Il peut, s'il l'estime opportun, conduire des entretiens avec les postulant.es.

Les candidat.es devront avoir une expérience professionnelle et une formation en adéquation avec le profil recherché.

Les travaux du COS donneront lieu à un avis, communicable aux candidat.es pour ce qui les concerne. Cet avis sera transmis à la DRED et à la DRH, qui le communiquera à la présidente. La décision finale de recrutement appartient à la présidente de l'Université, après avis simple rendu par le comité de sélection sur chacune des candidatures.

Cas particuliers :

Les recrutements dans le cadre du dispositif PAUSE font l'objet d'un échange direct avec le ministère et ne suivent donc pas ce protocole. L'examen des candidatures donne lieu à un avis d'un comité scientifique composé d'enseignant.es chercheur.es ou assimilé.es et d'un commun accord entre le Ministère et l'Université au regard de la discipline du poste à pourvoir.

Les recrutements de chercheur.es et enseignant.es-chercheur.es étranger.es dans le cadre d'un dispositif de type « Fellows » s'effectuent après avis d'un comité de sélection commun aux établissements partenaires du projet scientifique dans le cadre duquel s'inscrit le poste à pourvoir (article L 952-6-1 alinéa 4 du Code de l'éducation).

Les avis des comités de sélection intervenant dans le cadre des dispositifs PAUSE et « Fellows » sont transmis au/ à la Président.e de l'Université qui prend la décision finale de recrutement.

2. Contrats de travail

Durée des contrats : les contrats, exclusivement à durée déterminée, sont établis pour la durée du financement et dans la limite de 3 ans maximum. Un renouvellement est possible dans les conditions du décret N°86-83.

3. Rémunération

- doctorant.es : le niveau de rémunération est identique à celui des doctorant.es contractuel.les régi.es par le décret N°2009-464 modifié
- post-doctorant.es: le niveau de rémunération est fixé en fonction de l'expérience professionnelle, du financement et du profil de poste, selon la grille ci-dessous :

Expérience professionnelle	Rémunération brute forfaitaire mensuelle
• Moins de 3 ans	• 1 900 euros
• De 3 ans à 6 ans	• 2 150 euros
• Plus de 6 ans	• 2 300 euros

- PAUSE : le niveau de rémunération est fixé dans la convention signée avec le Ministère et dépend de la catégorie dont relève le.la recruté.e :
Pour les doctorant.es, le niveau de rémunération est identique à celui des doctorant.es contractuel.les régi.es par le décret N° 2009-464 modifié
Pour les autres catégories, la référence est le 1er échelon de la grille des PU ou des MCF.
- Doctorant.es et enseignant.es-chercheur.es étranger.es recruté.es dans le cadre d'un dispositif de type « Fellows » : le niveau de rémunération est fixé en référence des grilles des corps de professeurs des universités et des maîtres de conférence. L'échelon est déterminé en fonction du parcours, de l'expérience de la personne dans le respect du budget global du projet.

4. Régime juridique applicable

Période d'essai : une période d'essai sera fixée, en application de l'article 9 du décret 86-83 du 17 janvier 1986.

Renouvellement et fin de contrat : les dispositions prévues par l'article 45 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 s'appliquent.

Protection sociale : L'université Lyon 2 appliquera les dispositions du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat. Ainsi, ces personnels disposeront des mêmes droits que les autres personnels contractuels.

Formation professionnelle de ces personnels : Les personnels pourront bénéficier de l'accompagnement en matière de formation professionnelle en vigueur à l'Université Lyon 2.

5) Entrée en vigueur

La présente délibération annule et remplace la délibération N°2017-19 en date du 13 mars 2017 portant approbation de la mise en œuvre des contrats dits LRU au sein de l'Université Lyon 2 et la délibération N°2017- 50 du 2 juin 2017 fixant le régime juridique et les modalités de gestion des contrats dits LRU.

Elle entre en vigueur à compter de sa date de publication.